



## « Le projet européen sous le regard de la présidence bulgare de l'Union européenne »

*Iliana Iotova, Vice-Présidente de la République de Bulgarie*

**27.03.2017**

**/Résumé/**

La Bulgarie a parcouru la moitié du chemin à la tête de la présidence du Conseil de l'UE et il est utile de voir quels sont les défis du projet européen du point de vue de l'un des plus jeunes membres de l'UE. A la veille des élections européennes, il importe de voir comment nous allons définir nos messages aux citoyens. C'est notamment la vision de l'Europe que nous léguerons aux générations suivantes qui justifie le plus la tenue de telles discussions. A l'heure actuelle nous disposons des cinq scénarios du Livre blanc sur l'avenir de l'Europe et du discours crucial du président de la République française prononcé à la Sorbonne. Cependant, ils n'ont pas pu susciter l'intérêt nécessaire auprès des citoyens européens.

### D'où est partie l'Europe?

Le vieux continent est la plus grande victime de la Deuxième Guerre mondiale. Il s'est avéré que la réponse appropriée en vue de préserver la paix prévoyait que « la production franco-allemande de charbon et d'acier dans sa totalité soit placée sous une Haute Autorité, dans la structure d'une organisation qui s'ouvre à la participation des autres pays de l'Europe », comme le stipulait le plan élaboré par Monnet et Schuman.

Il y a eu ensuite les traités de Rome, de Maastricht et de Lisbonne. A la fin des années 1980 est achevé le marché intérieur. Le traité de Maastricht a été le premier à avoir transformé la communauté économique en une union politique (à assurer le passage d'une communauté économique à une union politique). Après ce traité, certains Etats membres ont exprimé des réserves concernant la poursuite de l'intégration.

Toutefois, le projet européen est resté inachevé conformément à la vision de ses pères. L'échec de l'idée d'une constitution a posé la question



## VICE-PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE

de savoir si une intégration plus importante était possible. Le projet d'une constitution européenne a été remplacé partiellement par le Traité de Lisbonne.

### L'état actuel de l'UE: à l'intérieur et à l'extérieur des frontières

Il n'existe pas de débat « Non Europe ». Mais des changements radicaux sont indispensables.

Nous avons vécu de sérieux bouleversements lors de la crise économique et financière. La question fondamentale était de nouveau – sommes - nous plus forts ensemble ou chaque pays se débrouillerait mieux individuellement. Aujourd'hui, nous le savons tous, c'est notamment l'Europe unie qui a su, avec des efforts communs, faire face à la crise. Cependant, ce sont notamment ces difficultés qui ont démontré que l'UE ne dispose pas de politiques, de mécanismes et d'instruments établis en vue de prévenir et de faire face à de telles crises. Le Brexit n'est qu'un exemple de ce à quoi ont donné lieu la méfiance et la peur des citoyens.

### Les Principaux défis et les réponses possibles

Le cadre financier pluriannuel est une partie intégrante clé de la discussion sur l'avenir de l'Europe.

L'une des principales priorités de la présidence bulgare est notamment la défense de la politique de cohésion. Celle-ci a été incluse à la demande du président Roumen Radev dans la déclaration de Rome signée en mars 2017.

Les relations entre les « anciens » et les « nouveaux » Etats membres est une question essentielle pour l'avenir de l'UE. La division en cercles n'est pas productive et risque de donner lieu à l'effondrement de la construction européenne.

La place géopolitique de l'Europe perd du terrain. Elle a préféré le rôle d'observateur et à celui de leader. Mais c'est notamment l'Europe qui doit d'assumer les conséquences des crises dans les différents coins du monde. L'UE doit aider par l'intermédiaire de différents projets les Etats africains à retenir ceux qui fuient la famine et les conflits. La crise des migrations et des réfugiés est devenue l'étiquette de ce mandat.





## VICE-PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE

Dès le début la position de la Bulgarie consistait à assurer une protection plus sûre des frontières car cela garantirait également la sécurité des Européens à l'intérieur de l'Europe. Il faut modifier le Règlement de Dublin, créer des « Hot spots » (points chauds) et assurer des voies de migration légale.

Les frontières de l'Union touchent également à la grande question des futures relations avec la Turquie: comment la considérons-nous – comme un futur Etat membre de l'UE qui soit à la fois un pont entre les mondes chrétien et musulman et un garant de leurs relations, ou bien comme l'un « des pays tiers ». La Bulgarie a assumé le rôle difficile et extrêmement important de médiateur entre l'UE et la Turquie.

Concernant l'élargissement, l'Europe doit évaluer les lacunes des précédents élargissements et les risques des nouveaux au regard des processus actuels relatifs aux Balkans occidentaux. La présidence bulgare a agi avec audace en intégrant cette région dans l'agenda européen. Et le plus important – la Bulgarie a pu convaincre l'UE d'établir et de proposer une stratégie intégrale relative à leur adhésion, des délais plus concrets ont même été évoqués.

### Qu'est-ce que nous devons changer?

La sécurité est le plus grand défi à relever par les citoyens européens. Et nous nous devons de leur fournir ces garanties même au prix de la modification du Traité de Lisbonne. La défense commune est une idée acceptable mais il ne faut pas admettre de nouvelles lignes de division et un nouveau Schengen – cette fois-ci dans le domaine de la défense. Il est peu probable que cette tendance puisse rendre l'idée européenne plus convaincante pour nos citoyens.

La lutte contre le terrorisme ne peut rester enfermée que dans le cadre de la coordination entre les services de sécurité et les pouvoirs limités d'Europol. Je fais partie des adeptes de la création d'un service européen de renseignement.

Une réforme des institutions et du processus de prise de décision est indispensable. Les politiques de l'UE ne seront réussies que si elles répondent aux attentes des citoyens et découlent de leurs besoins.

A l'heure actuelle, les personnes nommées sont devenues plus fortes que les élus. Les citoyens ne participent pas activement à la désignation des leaders européens. La Commission a pris des couleurs politiques. Les



## VICE-PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE

commissaires européens sont désignés de manière politique en fonction du parti au pouvoir dans leur pays d'origine. Les Etats qui sont des objets mettant en œuvre les politiques doivent devenir des sujets proposant des politiques européennes.

L'UE n'est pas une construction créée pour détruire ou pour porter atteinte aux Etats. Elle a été créée par des personnes et des cerveaux d'une forte identité nationale partageant la conviction que c'est notamment par l'intermédiaire de l'Europe qu'ils défendront le mieux l'intérêt national, qu'ils tireront profit de cette construction.

Plus d'Europe signifie plus de droits et de protection sociale ainsi que la convergence des normes sociales. Les microentreprises et les petites et moyennes entreprises qui sont la colonne vertébrale de l'économie européenne méritent plus de protection. Il nous faut des initiatives pour encourager. Le programme Erasmus par exemple doit non seulement survivre à tout prix mais se développer.

### Droits, populisme et essor des partis radicaux

Aujourd'hui, 60 ans plus tard, la bataille la plus difficile sera celle contre la xénophobie, le déni et le populisme. Le recul dans le domaine de la sauvegarde des droits fondamentaux a donné lieu à la désaffection pour l'idée européenne et à l'essor des mouvements populistes.

### La force de l'idée européenne

Dans ce contexte les résultats des élections aux Pays-Bas, en Allemagne et en Autriche ont démontré la force de l'idée européenne et de cette bactérie communautaire, qui provient de notre système commun de valeurs que nous avons pu, en dépit de tout, construire.

J'ai ainsi livré une partie de ma lecture du diagnostic et des raisons de la maladie de mon Europe et de votre Europe. J'ai proposé certains médicaments, mais le vrai traitement ne peut être que commun avec les efforts de tous, avec de nouvelles idées et énergies. Nous devons abandonner les doubles standards non seulement dans les relations entre les Etats membres mais dans la façon même de parler de l'Europe.